



COMMUNIQUE COMMUN

Les syndicats de la DGFIP attendaient de l'audience obtenue avec le DG, des réponses positives aux revendications de la plateforme du 23 mars 2010 (missions – emplois – conditions de travail – rémunérations et carrières).

En effet, depuis cette date les agents de la DGFIP se sont massivement mobilisés lors de nombreuses initiatives locales et lors des journées d'action interprofessionnelles, et particulièrement depuis le 7 septembre.

Le directeur général, qui dans un premier temps, n'a même pas évoqué la mobilisation à la DGFIP, s'est contenté de répéter ce que le ministre et lui-même avaient déclaré après la grève du 23 mars.

Dans sa réponse, il a cherché à revenir sur chacun des points de la plateforme, se voulant rassurant, mais sans jamais véritablement accéder aux revendications des agents et de leurs représentants.

Les syndicats sont tous intervenus sur la question de l'avenir des missions conditionné par les nouvelles suppressions d'emploi.

Elles discréditent tout le discours de l'administration et du ministre sur les autres questions : conditions d'exercice des missions, maintien du réseau, évolution du management, conditions de travail ...

Face à une telle attitude, les syndicats Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, CGT, FO, CFTD, CFTC, UNSA, considèrent que la mobilisation doit se poursuivre et s'amplifier.

Ils réitèrent l'appel lancé le 12 octobre au soir :

- « - la grève, les manifestations et de nouvelles formes d'action concourant à l'élargissement et à l'inscription de l'action dans la durée,
- des formes d'actions multiples (rassemblement, occupations, arrêts des téléphones, diffusions de tract...) visant l'interpellation des responsables administratifs sur la base de la plateforme unitaire nationale,
- la préparation de la journée de manifestations du 16 octobre prochain,
- la participation aux actions interprofessionnelles décidées localement. »

Paris, le 14 Octobre 2010